

Développements macroéconomiques récents

La croissance économique du Cap-Vert s'élève à 7,1 % en 2021, après une contraction de 14,8 % en 2020, pour un revenu de 6 % du revenu par habitant, qui est néanmoins insuffisant pour compenser la perte de 16 % de 2020. La croissance a été soutenue du côté de l'offre, par les transports et la construction, dans un contexte de faible activité touristique et du côté de la demande, par l'augmentation de 11,7 % des dépenses publiques en 2021. L'inflation est passée de 0,6 % en 2020 à 1,8 % en 2021, sous l'effet des prix élevés de l'énergie, de la hausse de la demande intérieure, d'une politique monétaire accommodante et d'une ligne de crédit COVID-19 de 400 millions d'euros, qui a stimulé la liquidité. Le déficit budgétaire global a diminué, passant de 9 % du PIB en 2020 à 8,6 % en 2021, en raison des réformes fiscales et administratives et de la limitation des dépenses liées à la COVID-19 et est financé par les prêts concessionnels, les emprunts nationaux et l'utilisation de l'allocation de DTS de 32,2 millions USD. La dette publique a augmenté, passant de 155 % du PIB en 2020 à 156,7 % en 2021, sous l'effet des paiements d'intérêts élevés sur la dette intérieure, et le risque de surendettement reste élevé. Bien qu'il se soit réduit, passant de 15,9 % du PIB en 2020 à 13,1 % en 2021, le déficit du compte courant a entraîné une diminution des réserves, lesquelles sont passées de 7,2 mois de couverture des importations en 2020 à 6,7 mois en 2021. Le déficit est financé par les investissements directs étrangers (IDE), les entrées de portefeuille et les envois de fonds. Les ratios de liquidité et de capital du système bancaire sont adéquats, mais l'exposition aux prêts non productifs reste élevée. La pandémie a inversé les progrès des conditions sociales et aggravé le taux de pauvreté qui de 26 % en 2019 a augmenté jusqu'à 31,6 % en 2020, ainsi que le taux de chômage, passé de 11,3 % en 2019 à 14,5 % en 2020.

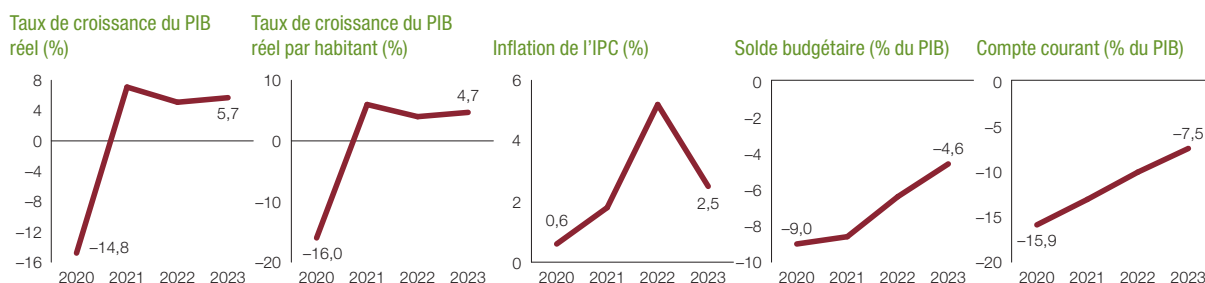
Perspectives et risques

Les perspectives restent incertaines en raison de la pandémie de COVID-19, de la sécheresse prolongée et des effets de la guerre Russie-Ukraine, les importations de Russie couvrant environ 11 % des besoins en pétrole et 8,6 % des besoins en céréales du Cap-Vert. Cependant, grâce aux services et aux énergies renouvelables, la croissance devrait rester en deçà de ses niveaux d'avant la pandémie de COVID-19, atteignant

en moyenne 5,1 % en 2022 et 5,7 % en 2023. En 2022, l'investissement public et la croissance du crédit devraient contribuer à réduire la pauvreté à 29,1 % et le chômage à 12,4 %. L'inflation, affectée par la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires du fait de la guerre Russie-Ukraine, atteindra 5,2 % en 2022, avant de se normaliser à 2,5 % en 2023 avec l'amélioration des chaînes d'approvisionnement mondiales. Grâce à l'assainissement budgétaire, le déficit budgétaire devrait se réduire, de 6,4 % du PIB en 2022 à 4,6 % en 2023. Le déficit du compte courant devrait s'établir à 10,1 % du PIB en 2022 et à 7,5 % en 2023, grâce au tourisme et aux envois de fonds, tandis que les réserves de change se stabiliseront à 5 mois d'importations. Le ratio des PNP devrait être supérieur à 12,5 % en 2022 et 2023, mais il sera légèrement limité par la résolution des prêts et les provisions pour pertes sur prêts.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le Cap-Vert est classé au 130^e rang dans l'IRC 2021. Chaque année, les précipitations erratiques entraînent des pertes de revenus de 2 millions USD dans les cultures agricoles. Les pertes dues à l'éruption volcanique de 2014-2015 sur l'île de Fogo ont atteint 30,5 millions USD (1,7 % du PIB). En septembre 2020, les inondations ont touché 150 000 personnes et endommagé des maisons, des terres et des cultures. Globalement, le Cap-Vert pourrait perdre entre 0,1 % et 0,27 % de son PIB par habitant d'ici 2030 et 2050 si l'Accord de Paris n'est pas respecté. Le gouvernement s'attaque au changement climatique et renforce la résilience par des investissements dans l'économie bleue, la reforestation et la restauration des écosystèmes environnementaux. Il promeut également une transition énergétique juste grâce à des investissements dans les énergies renouvelables, notamment un parc éolien de 10 MW à Santiago en 2022, et 150 MW supplémentaires d'énergie photovoltaïque d'ici 2030, augmentant ainsi la part des énergies renouvelables de 18,4 % en 2020 à 30 % en 2025 et à 50 % en 2030. Le pays est en bonne voie pour atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique, mais les besoins en financement climatique sont énormes (2 milliards d'euros). Afin d'accroître le financement climatique, on préconise l'adoption d'obligations bleues et de swaps de dettes pour la protection de l'environnement, la mobilisation des ressources nationales et des politiques budgétaires cohérentes.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.